

## Recherches sociographiques



# Le clivage linguistique au Canada

André Blais

Volume 32, Number 1, 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056578ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056578ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Blais, A. (1991). Le clivage linguistique au Canada. *Recherches sociographiques*, 32(1), 43–54. <https://doi.org/10.7202/056578ar>

### Article abstract

The extent of the linguistic division in Canada is revealed comparing the attitudes of francophones, anglophones and allophones in Quebec and in the rest of the country, with reference to three dimensions of Canadian political life: national identity, party orientations and feelings toward the English Canadians, the French Canadians and the Americans. The fundamental division sets apart francophones in Quebec from non-francophones in the rest of Canada. Mutual feelings between francophones and anglophones are neither very warm nor very cold. The most profound divisions which occur are related to the status of French. Finally, the passing of Bill 178 by the government of Quebec seems to have had little influence on the feeling of English Canadians toward French Canadians.

# LE CLIVAGE LINGUISTIQUE AU CANADA

André BLAIS\*

L'ampleur du clivage linguistique au Canada se révèle en comparant les attitudes des francophones, des anglophones et des allophones, au Québec et dans le reste du pays, à l'égard de trois dimensions de la vie politique canadienne : identité nationale, orientations partisans et sentiment envers les Canadiens anglais, les Canadiens français et les Américains. L'écart fondamental distingue les Québécois francophones des non-francophones du reste du Canada. Les sentiments mutuels entre francophones et anglophones ne sont ni très chaleureux ni très froids. Les divisions les plus profondes se manifestent à propos de la place du français. Enfin, l'adoption par le gouvernement du Québec de la loi 178 ne semble guère avoir influé sur les sentiments des Canadiens anglais envers les Canadiens français.

L'idée que la politique du Canada ne puisse être vraiment comprise sans prendre en considération l'existence de deux groupes linguistiques n'est pas nouvelle ; dès le début du siècle, SIEGFRIED en avait fait le thème principal de son analyse. Plus tard, ALFORD notait que le pays se démarquait des autres démocraties anglo-saxonnes par l'acuité des clivages linguistiques et régionaux, reléguant au second plan le clivage de classes. Plus récemment, GIBBINS (p. 38) écrivait que les deux caractéristiques de la société canadienne qui ont le plus marqué la vie politique sont l'existence d'une importante minorité francophone et sa concentration dans la province de Québec.

SCHWARTZ (1967), la première à examiner les manifestations du découpage linguistique dans l'opinion publique, conclut qu'au Canada le *consensus* sur la définition des problèmes et le choix des solutions est limité. Selon elle, les sondages d'opinion confirment l'importance de l'écart entre francophones et anglophones ; par contre, sur les questions symboliques les divergences entre les deux groupes ont eu tendance à s'atténuer quelque peu, entre les années 1940 et 1960.

---

\* Je remercie Jean Crête, Vincent Lemieux, Stéphane Dion, Richard Nadeau et André-J. Bélanger pour leurs commentaires sur la première version de ce texte.

Par la suite, l'intérêt pour le clivage linguistique a diminué au profit de la question régionale. Le deuxième livre de SCHWARTZ (1974) porte précisément sur ce sujet. La même préoccupation transparaît dans les études rassemblées dans *Small Worlds: Provinces and Parties in Canadian Political Life* de ELKINS et SIMEON. Dans la même veine, *Political Choice in Canada* de CLARKE et collaborateurs consacre un chapitre à la conscience régionale, mais aucun aux divisions linguistiques. La principale exception à cette tendance est le livre de MEISEL, qui contient un chapitre important traitant du lien entre la langue et les valeurs et attitudes au Canada. L'auteur distingue cinq groupes (des purs anglophones aux purs francophones, en passant par les « impurs » et les mixtes) selon la langue parlée au travail, à la maison et avec les amis, et observe des différences importantes entre eux, en particulier en ce qui concerne les attitudes sur des questions comme la monarchie et le statut du Québec.

Le peu d'attention accordée au découpage linguistique nous semble regrettable, d'autant plus que, comme le souligne GIBBINS, toute la vie politique du Canada est façonnée par la dualité linguistique et que les grands débats publics sont immanquablement marqués par cette réalité. En même temps, à mesure que s'affirme le caractère de plus en plus multiculturel du pays (BRETON), il convient de déterminer dans quelle mesure les Canadiens dont la langue n'est ni le français ni l'anglais ont des attitudes ou des comportements particuliers.

Pour vérifier l'ampleur du clivage linguistique, nous utiliserons les données du sondage électoral (Étude sur l'élection canadienne de 1988) effectué par l'Institute for Social Research de l'université York pour une équipe de recherche, composée des professeurs Richard Johnston (Université de Colombie-Britannique), André Blais (Université de Montréal), Henry Brady (Université de Chicago) et Jean Crête (Université Laval), et financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. L'étude repose sur un vaste échantillon: 3 610 personnes ont répondu à un premier questionnaire au cours de la campagne de 1988, entre le 4 octobre et le 20 novembre; 2 941 d'entre elles furent réinterviewées après l'élection, entre le 23 novembre 1988 et le 26 janvier 1989. Dans l'ensemble, les francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick sont surreprésentés, ce qui fournit un nombre relativement élevé de francophones hors Québec, soit 330, dont seulement 71 viennent des autres provinces. Il faudra tenir compte de ce fait dans l'interprétation des résultats. Mentionnons aussi que nous n'avons pondéré aucune des données.

Nous examinerons l'existence et l'ampleur du clivage par rapport à trois grandes dimensions de la vie politique canadienne. Les deux premières, touchant à la définition même du Canada, ont trait aux enjeux qui en ont marqué la politique depuis la Confédération: la question linguistique, c'est-à-dire la place dévolue au français et à l'anglais dans le pays et dans les provinces, et les relations entre le Canada et les États-Unis. Nous comparerons la position respective des groupes linguistiques à l'égard de ces questions. Nous avons demandé à nos répondants si on devrait faire (beaucoup plus, un peu plus, ni plus ni moins, un peu moins, beaucoup moins) pour

promouvoir le français au pays, et si le Canada devrait avoir des liens (beaucoup plus étroits, un peu plus, ni plus ni moins, un peu moins, beaucoup moins) avec son voisin. Pour les fins de l'analyse, nous attribuerons un score de +2 à «beaucoup plus» et de -2 à «beaucoup moins», de +1 et -1 aux «un peu plus» et «un peu moins», et de 0 aux «ni plus ni moins» ainsi qu'à ceux qui n'ont pas exprimé d'opinion.

Notre attention se portera ensuite sur les sentiments des francophones, des anglophones et des allophones vis-à-vis des Canadiens anglais, des Canadiens français et des Américains. Dans notre sondage postélectoral, nous avons demandé aux répondants de caractériser leurs réactions à l'égard de dix groupes, dont les trois mentionnés ici, sur un thermomètre gradué de 0 à 100, où 0 indique une réaction très négative et 100 une réaction très positive. Nous serons ainsi en mesure de déterminer comment les groupes linguistiques se situent les uns par rapport aux autres et de préciser leurs perceptions des Américains. Nous nous intéresserons finalement à leur position par rapport aux partis canadiens, en examinant leur vote lors de l'élection, ainsi que leurs identifications partisans.

### 1. Les tendances d'ensemble

Les tableaux 1 et 2 présentent le score moyen des groupes linguistiques, identifiés par leur langue maternelle, au Québec et dans le reste du Canada, quant à leurs attitudes sur la place du français et les relations canado-américaines, et à leurs sentiments envers les Canadiens français, les Canadiens anglais et les Américains.

**TABEAU 1**

*Les attitudes des groupes linguistiques, Québec et reste du Canada.*  
(score moyen)

GROUPE	ATTITUDES	
	Place du français	Relations canado-américaines
<b>CANADIEN</b>		
anglophone.....	-0,4 (2064)	+0,3 (2064)
francophone.....	+0,7 (329)	+0,1 (328)
allophone.....	-0,4 (319)	+0,3 (319)
<b>QUÉBÉCOIS</b>		
anglophone.....	+0,1 (77)	0,0 (77)
francophone.....	+1,2 (684)	+0,4 (685)
allophone.....	-0,1 (54)	+0,4 (54)

SOURCE: Étude sur l'élection canadienne de 1988.

On constate d'abord que les non-francophones québécois souhaitent tout simplement le *statu quo* pour ce qui est de la promotion du français. Leurs homologues du reste du pays préféreraient «un tout petit peu moins» de français. Les francophones, eux, voudraient qu'on fasse davantage. Il est cependant surprenant que ceux du reste du Canada fassent preuve de moins d'empressement que ceux du Québec. Peut-être une certaine résignation les incite-t-elle à ne pas se montrer trop exigeants. Quant aux allophones, ils ne se distinguent guère des anglophones sur cette question.

L'écart entre la position des francophones québécois et celle des anglophones du pays est-il sérieux ? La différence dans les scores moyens (1,6) est appréciable mais modérée ; elle ne correspond même pas à la moitié de la différence maximale possible (4). En regardant de plus près, cependant, la distance est considérable. La position modale chez les francophones est pour «beaucoup» plus de français, celle des anglophones est pour le *statu quo*. Chez ces derniers, 42 % trouvent qu'on devrait «moins» promouvoir le français ; seulement 3 % des premiers partagent cette opinion. Il n'y a peut-être pas là de gouffre, mais le fossé est large.

Sur les relations entre le Canada et les États-Unis, les attitudes des groupes sont très voisines. Dans tous les cas, la position modale est le *statu quo*. Les francophones du Québec sont légèrement plus favorables que les Anglo-Canadiens à des relations plus étroites, mais l'écart est mince. En fait, la seule différence réside dans le fait que la minorité souhaitant des liens «beaucoup» plus étroits avec les États-Unis est deux fois plus importante chez les francophones du Québec (20 %) que chez les Canadiens anglais (11 %). Par ailleurs, les deux minorités, les francophones hors Québec et les anglophones québécois, expriment davantage de réticence pour un resserrement de nos relations avec le voisin américain. Quant aux allophones, encore une fois leurs attitudes sont similaires à celles des anglophones.

Qu'en est-il, d'un autre côté, des sentiments à l'égard des uns et des autres ? Le score moyen des francophones québécois et des anglophones canadiens se rejoint : la réaction envers leur groupe linguistique d'appartenance se situe à 79, et à 61 points pour l'autre, c'est-à-dire au même degré que les Américains, ni plus ni moins. Les allophones du Canada réagissent comme leurs homologues anglophones. Les anglophones du Québec se distinguent par leurs sentiments particulièrement positifs à l'endroit de leurs concitoyens francophones. Dans l'ensemble, les réactions sont positives, les scores moyens dépassant tous 50. En fait, les scores au-dessous de 50 se font rares. Par ailleurs, seulement 15 % des francophones du Québec situent leur réaction à l'égard des Canadiens anglais à moins de 50 ; le pourcentage équivalent chez les anglophones hors Québec est de 19 %.

Ces réactions positives sont-elles réelles ou ne sont-elles que le reflet d'une politesse de bon aloi dans le contexte d'une entrevue téléphonique ? Une façon d'apprécier ces résultats est de les comparer à d'autres mettant en cause des groupes différents. Le groupe le moins estimé dans notre enquête fut celui des syndicats avec une cote moyenne de 50 points ; sachant qu'ils représentent l'institution qui inspire le moins de confiance aux Canadiens, encore moins que les gouvernements et les

TABLEAU 2

*Les sentiments des groupes linguistiques, Québec et reste du Canada.*  
(score moyen)

GROUPE	SENTIMENTS (à l'égard des)		
	Canadiens français	Canadiens anglais	Américains
CANADIEN			
anglophone. ....	61 (1697)	79 (1695)	61 (1711)
francophone. ....	76 (255)	69 (250)	56 (257)
allophone. ....	59 (247)	75 (241)	59 (247)
QUÉBÉCOIS			
anglophone. ....	69 (64)	83 (64)	64 (64)
francophone. ....	79 (520)	61 (517)	59 (518)
allophone. ....	64 (38)	74 (39)	56 (37)

SOURCE: Étude sur l'élection canadienne de 1988.

multinationales (JOHNSTON, p. 56), on doit conclure qu'un score de 50 correspond en fait à une réaction négative. D'ailleurs, dans notre sondage, parmi les répondants qui souhaitent que les syndicats aient « beaucoup moins » de pouvoir, le score moyen qui leur est attribué est de 28. En convenant qu'un score de 30 correspond à l'expression polie d'un sentiment très négatif, une réaction « neutre » se situerait plutôt à 65 points ( $[30 + 100] \div 2$ ). Dans cette perspective, le sentiment type des anglophones à l'endroit des francophones, et vice-versa, se rapprocherait de la neutralité.

Il est également utile de confronter ces résultats à ceux qu'on a obtenus dans d'autres sociétés. McRAE (1983: 96; 1986: 109) rapporte que, sur une échelle similaire allant de 0 à 100, les Suisses français expriment une sympathie de 17 points plus élevée à l'endroit des Suisses français qu'à l'endroit des Suisses allemands (89 contre 72). Chez ces derniers, par contre, l'écart n'est que de 5 points (84 contre 79). En Belgique, le clivage est plus sérieux. Les Flamands donnent un score moyen de 49 aux Wallons, contre 76 pour eux-mêmes, tandis que les Wallons accordent un faible 42 aux Flamands contre 77 à eux-mêmes. Manifestement, sur le plan des sentiments, le découpage linguistique au Canada est moins aigu qu'en Belgique. Il est par contre un peu plus aigu qu'en Suisse, où l'écart de sympathie des francophones est semblable à ce qu'on observe au Canada, mais où les germanophones se montrent plus près des francophones que ne le sont les anglophones du Canada envers leurs concitoyens de langue française.

Les tableaux 3 et 4 rendent compte du lien entre les groupes linguistiques et les partis. Les francophones québécois se distinguent par leur vote massif en faveur du Parti conservateur en 1988; cet appui est cependant récent, et 41 % ne se reconnais-

sent aucune allégeance partisane. Les deux minorités, les non-francophones du Québec et les francophones du reste du pays, demeurent attachées au Parti libéral. Finalement, le Nouveau parti démocratique est mieux implanté au Canada anglais, tant chez les allophones que chez les anglophones. Les premiers sont cependant moins réfractaires au Parti libéral.

## *2. L'homogénéité des groupes*

Ces observations peuvent évidemment masquer des variations importantes à l'intérieur des groupes. Nous examinerons trois sources possibles de variations : la génération, le bilinguisme et le régionalisme. Il convient de déterminer si les différences entre groupes linguistiques sont plus ou moins marquées chez la jeune génération. Qu'elles soient particulièrement aiguës serait inquiétant. On peut aussi se demander si le fait d'être bilingue suscite des sentiments plus positifs à l'égard de l'autre groupe. Si cela était, la montée du bilinguisme au Canada (GRENIER) serait de bon augure pour l'avenir des relations entre groupes. Finalement, il importe de voir dans quelle mesure, au Canada anglais, l'hostilité à l'endroit des Canadiens français est plus prononcée dans les régions les plus éloignées du Québec.

Commençons par l'effet de la génération. Nous avons systématiquement comparé les résultats pour les personnes nées avant et après 1950. Les différences notées plus haut pour les populations totales apparaissent, et sensiblement de la même façon, dans les deux groupes, à une exception près. C'est chez les jeunes Québécois francophones que l'identification aux partis est la moins développée. Près de la moitié d'entre eux (48 %) ne se sentent aucune allégeance partisane, contre 27 % chez les jeunes anglophones canadiens. L'écart chez les plus âgés est beaucoup moindre (33 % contre 25 %). Pour le reste, cependant, la génération n'a pas d'effet : les mêmes tendances existent.

Quant au bilinguisme (mesuré par la capacité de tenir une conversation dans la langue officielle autre que celle de l'entrevue), il a des effets un peu plus notables. Au Canada anglais, tant chez les allophones que chez les anglophones, les réactions à l'endroit des francophones sont plus positives parmi les bilingues qui représentent 15 % de l'échantillon. Chez les anglophones bilingues de l'extérieur du Québec, la sympathie pour les Canadiens français se situe à 68, comparativement à 60 chez les non-bilingues ; le score moyen pour ce qui est de la place du français (sur l'échelle allant de -2 à +2) est de 0 dans le premier groupe et de -0,5 dans le second. Voilà des différences significatives qui subsistent lorsqu'on neutralise l'effet de la scolarité. Il convient toutefois de noter que, tout particulièrement en ce qui concerne la place à accorder au français, les anglophones bilingues se rapprochent davantage de leurs homologues non bilingues que des francophones. Enfin, au Canada anglais le bilinguisme ne joue guère sur l'appréciation des Américains et des relations canado-américaines.

Chez les francophones du Québec, l'effet du bilinguisme est encore plus mitigé. Les bilingues (un peu moins de la moitié de l'échantillon) insistent tout autant que les autres sur la nécessité de promouvoir davantage le français ; ils se montrent par contre légèrement plus positifs à l'endroit des Canadiens anglais avec un score moyen de 63 contre 56 pour les non-bilingues, tout comme envers les Canadiens français et les Américains. La portée politique du bilinguisme est donc beaucoup plus limitée dans la province. Par ailleurs, dans tous les groupes, sauf les allophones du Québec où les

TABLEAU 3

*L'identification partisane des groupes linguistiques, Québec et reste du Canada.*  
(en pourcentages)

GROUPE (N)		Parti conservateur	Parti libéral	Nouveau parti démocratique	Aucun parti
CANADIEN					
anglophone . . . . .	2065	37	22	15	26
francophone . . . . .	245	18	42	12	27
allophone . . . . .	241	32	28	16	25
QUÉBÉCOIS					
anglophone . . . . .	62	24	50	8	18
francophone . . . . .	509	29	23	7	41
allophone . . . . .	38	16	55	5	24

SOURCE: Étude sur l'élection canadienne de 1988.

TABLEAU 4

*Le vote des groupes linguistiques, Québec et reste du Canada.*  
(en pourcentages)

GROUPE (N)		Parti conservateur	Parti libéral	Nouveau parti démocratique	Aucun parti
CANADIEN					
anglophone . . . . .	1362	45	26	23	6
francophone . . . . .	191	33	51	16	1
allophone . . . . .	210	38	36	19	7
QUÉBÉCOIS					
anglophone . . . . .	56	39	52	7	2
francophone . . . . .	421	61	21	15	3
allophone . . . . .	33	36	55	9	0

SOURCE: Étude sur l'élection canadienne de 1988.



nombres sont de toute façon trop petits pour conclure, les bilingues sont davantage enclins à s'identifier au Parti libéral.

Finalement, les réactions varient quelque peu selon les régions. Comme prévu, c'est dans l'Ouest que l'appui au français est le plus faible ; mais les différences sont toutefois bien modestes. Pour ce qui est de la place du français, le score moyen chez les anglophones va de  $-0,1$  dans les provinces de l'Atlantique à  $-0,6$  dans celles des Prairies. De même, le sentiment à l'égard des Canadiens français, qui est de 61 pour l'ensemble des anglophones de l'extérieur du Québec, atteint 64 dans les Maritimes contre 58 dans les Prairies. Par ailleurs, les variations à propos des relations canado-américaines et des Américains sont quasi inexistantes.

En somme, les écarts importants relevés plus haut entre les groupes linguistiques apparaissent généralisés. Pour l'essentiel, les orientations sont les mêmes dans toutes les régions. De plus, la connaissance de l'autre langue officielle ne les fait pas varier pour la peine. Il est vrai que le bilinguisme rapproche quelque peu anglophones et francophones, mais l'écart demeure appréciable. Enfin, les différences ne sont ni plus ni moins marquées chez les plus jeunes.

### 3. *Les variations dans le temps*

Les données présentées furent recueillies d'octobre 1988 à janvier 1989. Dans quelle mesure sont-elles liées à la conjoncture ? Il est impossible de répondre de façon définitive à cette question. Par contre, une fraction importante du questionnaire postélectoral fut passée après la décision de la Cour suprême jugeant inconstitutionnels les articles sur la langue d'affichage de la loi 101, et après l'annonce subséquente (18 décembre 1988) par le Québec d'une loi interdisant l'affichage bilingue à l'extérieur, mais le permettant à l'intérieur, et du recours à la clause dérogatoire pour assurer la constitutionnalité de la nouvelle législation. La riposte québécoise suscita, de l'avis de plusieurs observateurs, une forte réaction anti-Québec au Canada anglais. Comme 39 % de nos entrevues postélectorales portant sur les réactions à l'endroit des différents groupes ont été effectuées après cette date, comparons les résultats obtenus avant et après.

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, les sentiments des anglophones vis-à-vis des Canadiens français ne changent que très légèrement après la mi-décembre. Ainsi l'appréciation des anglophones hors Québec se situe à 59 après le 18 décembre, contre 63 avant cette date. En fait, les réactions envers les Canadiens français ont commencé à se faire moins positives bien avant la réplique provinciale ; le score moyen est passé de 65, entre le 23 et le 30 novembre, à 62, dans la première moitié du mois de décembre : une baisse de 3 points. De plus, il n'y a aucun indice que l'effet se soit accentué avec le temps : les résultats observés entre le 10 et le 26 janvier 1989 sont tout à fait similaires à ceux enregistrés dans la semaine qui a suivi l'annonce du gouvernement du Québec. Nos données ne confirment donc pas l'idée souvent avancée selon laquelle la loi 178 ait donné lieu à une forte aggravation du clivage

linguistique au Canada. Il existait déjà et n'a été que très faiblement amplifié par cette nouvelle loi.

Il conviendrait finalement de jauger si les sentiments réciproques des groupes linguistiques ont changé substantiellement au cours des 20 ou 30 dernières années : y a-t-il eu amélioration ou détérioration des relations entre eux ? Jean CHRÉTIEN (p. 153), par exemple, soutient qu'il y a eu, malgré tout, un progrès marqué : « Les Canadiens anglais eux-mêmes commencent à s'identifier à un pays bilingue et biculturel. »

Les tableaux 5 et 6 présentent à cet effet les réponses obtenues en 1968 et en 1984. Les questions étaient similaires mais pas tout à fait identiques, ce qui peut expliquer certaines variations. Par exemple, en 1968, l'enquête invitait une personne qui n'avait pas d'opinion à se situer à 50 points, alors qu'en 1984 et 1988 il était possible de répondre qu'on n'avait pas d'opinion. En 1968 et en 1984, les questionnaires furent administrés à la maison, alors que celui de 1988 le fut par téléphone. Enfin, le sondage de 1968 ne fournit aucune information sur la langue maternelle, de sorte que nous devons utiliser dans ce cas la principale langue parlée au foyer.

TABLEAU 5

*Les sentiments des groupes linguistiques, 1968.*

GROUPE		SENTIMENT (à l'égard des)		
	(N)	Canadiens français	Canadiens anglais	Américains
CANADIEN				
anglophone . . . . .	1774	60	74	66
francophone . . . . .	79	86	80	68
allophone . . . . .	105	63	73	62
QUÉBÉCOIS				
anglophone . . . . .	88	78	79	72
francophone . . . . .	629	88	67	65
allophone . . . . .	32	79	75	72

SOURCE : Étude sur l'élection canadienne de 1968.

Malgré ces différences, des constances remarquables se dégagent chez les francophones, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec. Dans les trois sondages, les francophones québécois accordent un score de 20 points plus élevé aux Canadiens français qu'aux Canadiens anglais ; l'écart est de 6 ou 7 chez les francophones hors Québec. Il semble y avoir là une très grande stabilité des opinions par opposition au Canada anglais. Dans le groupe principal, les anglophones du reste du pays, l'écart entre les scores moyens attribués aux Canadiens français et aux Canadiens anglais passe de 14 points en 1968 à 18 en 1988 : les réactions à l'égard des francophones

seraient devenues légèrement plus hostiles. La même tendance se manifeste, une fois de plus, chez les allophones. Notons aussi un changement important dans les réactions des non-francophones du Québec qui semblaient auparavant tout aussi favorables aux Canadiens français qu'aux Canadiens anglais, mais qui maintenant évaluent moins positivement les premiers.

\*  
\*            \*

L'existence d'un clivage linguistique au Canada ne fait guère de doute. Il apparaît dans les attitudes par rapport à la langue française, dans les sentiments des groupes linguistiques les uns envers les autres et dans leurs appuis aux différents partis. Sur ces questions, une division fondamentale démarque les Québécois francophones et les non-francophones du reste du Canada. Au Canada anglais, les allophones ne se distinguent guère des anglophones. Quant aux anglophones du Québec et aux francophones du reste du pays, ils réagissent en tant que minorités territoriales et ont tendance à adopter des positions mitoyennes.

Les sentiments mutuels entre francophones et anglophones ne sont dans l'ensemble ni très chaleureux ni très froids. Les deux groupes cohabitent, comme ils le font, d'une autre façon, avec les Américains, dans un mélange «équilibré» de réactions positives et négatives. Sur ce plan, le clivage linguistique apparaît plus grand qu'en Suisse, mais moins sérieux qu'en Belgique. C'est la place du français qui divise le plus: les francophones du Québec veulent beaucoup plus de français, alors que la position modale et médiane au Canada anglais est le *statu quo* et qu'un important pourcentage estime même qu'on devrait faire moins pour promouvoir la langue officielle minoritaire. Ces différences se remarquent autant chez les jeunes que chez les plus âgés et ne sont qu'à peine atténuées par le bilinguisme.

L'âpreté du débat sur l'Accord du Lac Meech a confirmé l'existence de conflits linguistiques au Canada. Beaucoup de Québécois ont perçu la forte opposition qu'a suscitée l'accord au Canada anglais comme un signe de ressentiment anti-québécois, interprétation évidemment récusée par les Canadiens anglais. Nos données jettent un éclairage nouveau sur cette question. L'hostilité à l'égard des Canadiens français et du Québec existe, il n'y a guère de doute, mais elle apparaît moins grande que beaucoup de Québécois ont semblé le croire dans les mois d'intenses discussions constitutionnelles de 1990. Les relations entre les groupes linguistiques sont même moins conflictuelles au Canada qu'en Belgique. Le véritable clivage concerne les idées plutôt que les sentiments. Les Canadiens anglais estiment qu'on a fait assez pour la promotion du français; les Québécois francophones pensent qu'il reste beaucoup à faire.

TABLEAU 6

*Les sentiments des groupes linguistiques, 1984.*

GROUPE	SENTIMENT (à l'égard des)	
	Canadiens français	Canadiens anglais
CANADIEN		
anglophone . . . . .	59 (1643)	75 (1706)
francophone . . . . .	82 ( 181)	76 ( 180)
allophone . . . . .	59 ( 345)	73 ( 362)
QUÉBÉCOIS		
anglophone . . . . .	78 ( 83)	81 ( 84)
francophone . . . . .	84 ( 615)	67 ( 607)
allophone . . . . .	76 ( 26)	71 ( 27)

SOURCE: Étude sur l'élection canadienne de 1984.

Nos données indiquent également que les sentiments réciproques entre francophones et anglophones sont relativement stables dans le temps. Les réactions observées en 1988 ne diffèrent guère de celles de 1968. De même, les effets du projet de loi 178 sur les sentiments des Canadiens anglais à l'endroit des Canadiens français ont été bien minimes. Peut-être la répercussion fut-elle plus importante sur les élites politiques. Peut-être aussi la décision du Québec a-t-elle permis aux tensions qui existaient de s'exprimer plus librement.

André BLAIS

*Département de science politique,  
Université de Montréal.*

## BIBLIOGRAPHIE

- ALFORD, Robert R., *Party and Society: The Anglo-American Democracies*, Chicago, Rand McNally, 1963 396 p.
- BRETON, Raymond, «Multiculturalism and Canadian nation-building», dans: Alan CAIRNS et Cynthia WILLIAMS (dirs), *The Politics of Gender, Ethnicity and Language in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, xvi + 247 p.
- CHRÉTIEN, Jean, *Dans la fosse aux lions*, Montréal, L'Homme, 1985
- CLARKE, Harold D. et al., *Political Choice in Canada*, Toronto et Montréal, McGraw-Hill Ryerson, 1979 xv + 445 p.

- ELKINS, David J. et Richard SIMEON (dirs), *Small Worlds: Provinces and Parties in Canadian Political Life*, Toronto, Methuen, xvi + 320 p.  
1980
- GIBBINS, Roger, *Conflict and Unity: an Introduction to Canadian Political Life*, Toronto, Methuen.  
1985
- GRENIER, Gilles, «Le bilinguisme chez les anglophones et les francophones au Canada», dans:  
1989 *Tendances démolinguistiques et évolution des institutions canadiennes*, Montréal, Association d'études canadiennes, p. 35-46.
- JOHNSTON, Richard, *Public Opinion and Public Policy in Canada: Questions of Confidence*, Toronto,  
1986 University of Toronto Press, xviii + 244 p.
- JOHNSTON, Richard et al., *Letting the People Decide* (en préparation).  
1991
- MCRÆ, Kenneth D., *Conflict and Compromise in Multilingual Societies: Switzerland*, Waterloo,  
1983 Wilfrid Laurier University Press, xii + 274 p.
- MCRÆ, Kenneth D., *Conflict and Compromise in Multilingual Societies: Belgium*, Waterloo, Wilfrid  
1986 Laurier University Press, xiv + 387 p.
- MEISEL, John, *Working Papers on Canadian Politics*, Montréal, McGill/Queen's University Press,  
1975 xiv + 289 p.
- SCHWARTZ, Mildred A., *Public Opinion and Canadian Identity*, Berkeley, University of California  
1967 Press, 263 p.
- SCHWARTZ, Mildred A., *Politics and Territory: The Sociology of Regional Persistence in Canada*,  
1974 Montréal, McGill/Queen's University Press, xii + 344 p.
- SIEGFRIED, André, *Le Canada, les deux races*, Paris, Armand-Colin.  
1906